

CEDEAO



Commission de l'Agriculture,  
l'Environnement et des Ressources en Eau  
Politique Agricole Régionale (ECOWAP)

REPUBLIQUE DU SENEGAL



Un Peuple - Un but - Une Foi

UNION AFRICAINE



NEPAD  
Programme Détaillé de  
Développement de l'Agriculture  
Africaine (PDDAA)

# SENEGAL

## Financement à long-terme du secteur agricole pour une croissance soutenue, la réduction de la pauvreté et la sécurité alimentaire

**L**e niveau de financement exigé pour atteindre les objectifs de croissance et de réduction de la pauvreté tels que discuté dans la Brochure 2 (Croissance agricole, réduction de la pauvreté et sécurité alimentaire :

**Performance récente et perspectives) est déterminé à partir de**

l'estimation des besoins en financement du secteur agricole constitués de l'investissement public et de la consommation publique.

L'estimation de ces deux composantes de dépenses découle de la dynamique du capital public et de la consommation publique donnée par le modèle d'équilibre générale calculable. Quant au financement sur ressources propres des dépenses publiques (investissement public et consommation publique) dans l'agriculture, il est donné par la part du budget de l'État affectée à ce secteur qui dépend de l'évolution de l'assiette fiscale dans le temps. Le

niveau de financement exigé pour atteindre les objectifs de croissance et de réduction de la pauvreté est obtenu en calculant l'écart entre le montant des besoins de financements simulés (investissements PTIP et consommation publique agricoles) et celui des ressources propres de l'État affectées au secteur de l'agriculture. L'élasticité de la croissance économique par rapport aux dépenses se situe bien au-dessus de la moyenne africaine qui est de 0,366%. En effet, une augmentation de 1% des dépenses publiques agricoles augmentera le taux de croissance du secteur de 0,78%.

# BESOINS FINANCIERS A LONG-TERME POUR ATTEINDRE LES OBJECTIFS DE L'ECOWAP/ PDDAA ET DE L'OMDI

Le Tableau 1 présente la performance récente de la croissance économique ainsi que le montant des dépenses qu'y ont été consenties. Le Tableau 2 présente les résultats des projections des besoins en financement à long-terme pour le secteur agricole.

Comme indiqué ci-dessus, l'élasticité de la croissance agricole par rapport aux dépenses agricoles est supérieure à la moyenne africaine. Une croissance agricole de 6% telle que préconisée par l'ECOWAP/PDDAA ainsi que la réduction de moitié du taux de pauvreté de 2008 – 34% – en 2020, exigent un taux de croissance des dépenses de 7,6% par an. Ce taux est un peu moins élevé que la tendance actuelle de croissance entre 2000–2005, qui se situe à 9,7% en moyenne (Tableau 1).

Si l'on suppose que le ratio des dépenses non-agricoles par rapport au PIB non-agricole reste invariable, un relèvement de l'effort budgétaire de l'Etat améliore le financement sur ressources propres de l'Etat à l'horizon 2020. Si la part de l'agriculture dans le budget est portée graduellement de 4,1% à 10% conformément à l'agenda ECOWAP/PDDAA, les besoins en financements du programme seraient, au total, de l'ordre de 2839 milliards

de FCFA pour la période 2005–2020. Ces besoins sont répartis en ressources à allouer aux dépenses d'investissement (2245 milliards de FCFA) et ressources à allouer aux dépenses de consommation publique (594 milliards de FCFA). Le financement sur ressources internes de l'Etat serait de l'ordre de 1942 milliards de FCFA dont 1751 milliards alloués aux fins d'investissement et 191 milliards de FCFA aux besoins de consommation publique. En conséquence, le financement total à rechercher au cours de cette période est estimé à 897 milliards de FCFA. Globalement, le gap de financement à rechercher chuterait de 110 en 2005 à 35 milliards en 2020. La part du financement sur ressources propres des dépenses publiques de l'agriculture passerait alors de 33% en 2005 à 82% en 2020.

Dans l'hypothèse de la poursuite d'un objectif plus ambitieux de réduction de la pauvreté (objectif de taux de pauvreté de 17% en 2020), les besoins en financements seraient, au total, de 2 768 milliards de FCFA pour la période 2005–2020. Les besoins d'investissement sont évalués à 2174 milliards de FCFA tandis que les ressources à allouer aux fins de consommation publique sont de l'ordre de 594 milliards de FCFA. Le financement sur ressources internes de l'Etat ne changeant pas, le gap total à rechercher pour ce scénario serait de l'ordre de 826 milliards de FCFA. La couverture des besoins en financement sur ressources internes passerait de 34% en 2005 à 84% en 2020. Cette légère amélioration observée dans la couverture des besoins en financement s'explique par la conjonction de deux phénomènes : un élargissement de

Tableau 1 : Croissance économique et dépenses publiques

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	Taux de croissance (%)
<b>PIB (milliards de FCFA)</b>							
Secteur agricole	561,8	584,4	506,3	602,5	581,4	671,1	2,1
Secteur non-agricole	2770,0	2991,1	3211,3	3384,3	3661,4	3922,0	5,0
Global	3331,8	3575,5	3717,6	3986,8	4242,8	4593,1	4,4
<b>Dépenses (milliards de FCFA)</b>							
Secteur agricole	25,7	31,4	26,5	31,5	35,2	42,7	9,7
Secteur non-agricole	433,7	637,4	621,7	747,9	825,9	990,8	15,9
Total	459,4	668,8	648,1	779,4	861,1	1033,5	13,3
<b>Pourcent (%)</b>							
Dépenses Ag/Dépenses totales	5,6	4,7	4,1	4,0	4,1	4,1	
Dépenses Ag/PIB Ag	4,6	5,4	5,2	5,2	6,1	6,4	
Dépenses totales/PIB	13,8	18,7	17,4	19,5	20,3	22,5	

l'assiette fiscale dû à l'expansion des secteurs non-agricoles dont la contribution au PIB est plus importante et, surtout, d'importants gains de productivité dans l'agriculture qui atténuent le recours à des flux importants d'investissements physiques.

## MOBILISATION DES RESSOURCES EXTERNES ET INTERNES POUR ATTEINDRE LES OBJECTIFS DE L'ECOWAP/PDDAA ET DE REDUCTION DE LA PAUVRETE

La Graphique 1 présente l'estimation des dépenses agricoles annuelles prévues jusqu'en 2020 basées sur celles du Programme Triennal d'Investissements Publics (PTIP) et sur les besoins en consommation publique du secteur agricole. Pour atteindre l'objectif de l'ECOWAP/PDDAA d'un taux de croissance du PIB agricole de 6%, les dépenses publiques totales affectées au secteur agricole doivent se situer autour de 177 milliards de FCFA en moyenne par an. L'objectif d'un taux de pauvreté de 17% au niveau national en 2020 requiert, en revanche, des dépenses estimées à 173 milliards FCFA par an, en moyenne. En effet, un relèvement concomitant du PIB du secteur non-agricole est indispensable à l'atteinte de ce dernier objectif. L'effort de réduction de la pauvreté ne reposant plus exclusivement sur le seul secteur agricole, la pression en

terme de besoins en financement du secteur agricole en est légèrement réduite

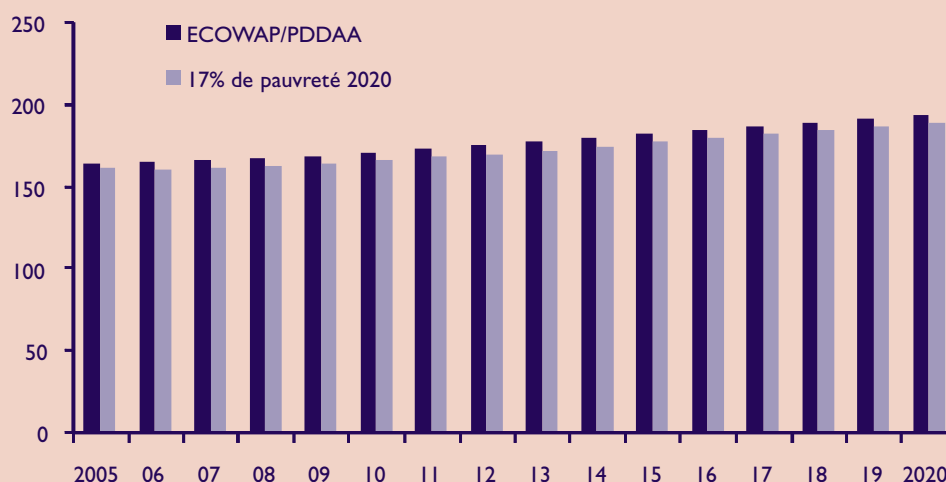
Les Graphiques 2 et 3 présentent la décomposition des dépenses agricoles entre les sources budgétaire et non-budgétaire. Le gap de financement à rechercher est obtenu en calculant la différence entre le montant des dépenses publiques et les ressources propres de l'Etat affectées au secteur de l'agriculture. Le montant annuel des ressources internes pour financer l'agenda de l'ECOWAP/PDDAA, passera de 55 milliards en 2005 à 159 milliards de FCFA en 2020 tandis que les besoins en ressources sont estimés à 164 milliards de FCFA en 2005 et 194 milliards de FCFA en 2020. Par conséquent, le gap de financement à rechercher passera de 110 milliards de FCFA en 2005 à 35 milliards de FCFA en 2020.

Pour réussir à atteindre un taux de la pauvreté de l'ordre de 17% en 2020 sous l'hypothèse de la poursuite des efforts enclenchés dans le cadre du PDDAA et d'une mise en contribution du secteur non-agricole, les ressources internes devraient passer de 55 milliards en 2005 à 159 milliards de FCFA en 2020. En raison d'un profil de croissance relativement drainé par le secteur non-agricole, le besoin en ressources du secteur agricole passerait de 162 milliards de FCFA en 2005 à 190 milliards en 2020. Sous ce dernier scénario, le financement à rechercher est estimé à 107 milliards en 2005 et 31 milliards en 2020.

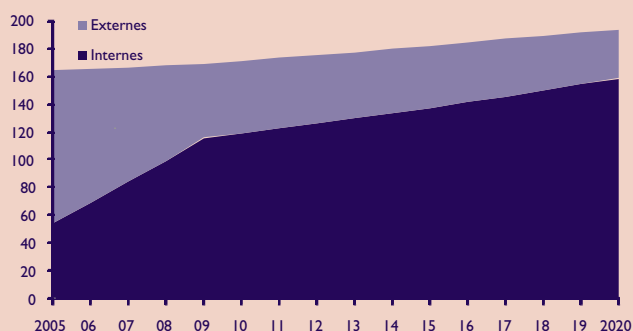
Tableau 2 : Allocation projetée des ressources au secteur agricole

	ECOWAP/ PDDAA	17% Pauvreté 2020
<b>Taux de croissance (%)</b>		
<b>PIB Agricole</b>	6,0	6,8
<b>PIB Non-Agricole</b>	4,8	5,7
<b>PIB</b>	5,0	6,0
<b>Dépenses Agricoles (%)</b>	7,6	7,6
<b>Dépenses Totales (%)</b>	2,9	2,9
<b>Dépenses Ag/Dépenses Totals (%)</b>		
2015	10,0	10,0
2020	10,0	10,0
<b>Dépenses Ag/PIB Ag (%)</b>		
2015	9,3	8,2
2020	9,3	8,3
<b>Dépenses Totales/PIB (%)</b>		
2015	18,7	16,3
2020	18,5	16,2

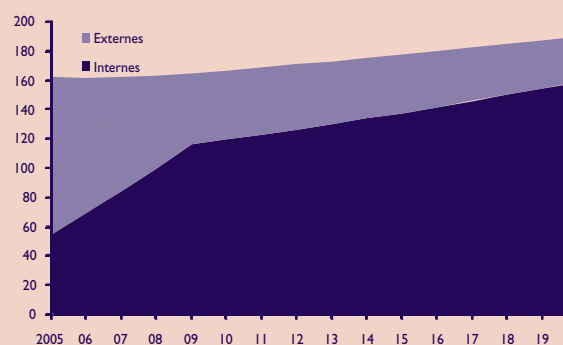
Graphique 1 : Financement requis par scenarios (milliards de FCFA)



Graphique 2 : Projections du financement requis à long-terme et des sources de financement sous l'objectif de l'ECOWAP/ PDDAA (milliards de FCFA)



Graphique 3 : Projections du financement requis à long-terme et des sources de financement sous l'objectif d'un taux de pauvreté de 17% en 2020 (milliards de FCFA)



Cette synthèse est tirée des travaux effectués par des experts du Sénégal, les résultats de la modélisation effectuée par le Consortium pour la Recherche Economique et Sociale avec l'assistance de l'Institut International de Recherche sur les Politiques Alimentaires (IFPRI) et le soutien financier et technique de la Communauté Economique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), du Département pour le Développement International (DFID), de l'Agence Suédoise pour le Développement International (SIDA), de l'Agence Internationale pour le Développement (USAID), et du Ministère Fédéral de la Coopération Economique et du Développement (BMZ)

## REPUBLIQUE DU SENEGAL

Liste des ministères impliqués dans la mise en œuvre du programme ECOWAP/PDDAA : Primature ; Ministère de l'Agriculture et de la Pisciculture ; Ministère de l'Environnement, de la Protection de la Nature, des Bassins de Rétention et des Lacs artificiels ; Ministère de l'Economie Maritime, de la Pêche et des Transports Maritimes ; Ministère de l'Elevage ; Ministère de l'Economie et des Finances ; Ministère des Affaires Etrangères ; Ministère de la Coopération Internationale, de l'Aménagement du Territoire, des Transports Aériens et des Infrastructures ; Ministère de l'Urbanisme, de l'Habitat, de l'Hydraulique et l'Assainissement ; Ministère des Mines, de l'Industrie, de la Transformation Alimentaire des Produits Agricoles et des PME ; Ministère de la Famille, de la Sécurité Alimentaire, de l'Entrepreneuriat Féminin, de la Micro finance et de la Petite Enfance ; Ministère des Télécommunications, des TICS, des Transports Terrestres et des Transports Ferroviaires ; Ministère du Commerce ; Ministre délégué chargé des Relations avec les Organisations Paysannes et de la Syndicalisation des Agricultures et Ministre Conseiller, Chargé du NEPAD et du Fonds de Solidarité Nationale.

**Personnes ressources:** Monsieur Ndiobo DIENE, Conseiller Technique du MAP : (+221) 77 569 38 07  
 Madame Maïmouna Lo GUEYE, Directrice de la DAPS : (+221) 77 532 70 68  
 Madame Sokhna Mbaye DIOP, Point Focal PNIA/DAPS: (+221) 77 651 20 43  
 Monsieur Babacar BA, Point focal CEDEAO/DIEA: (+221) 77 513 51 21